



HAL
open science

L'observatoire localisé de Gabès : les ressorts d'une victoire éclatante du parti Ennahdha

Irène Carpentier

► **To cite this version:**

Irène Carpentier. L'observatoire localisé de Gabès : les ressorts d'une victoire éclatante du parti Ennahdha. Alia Gana; Gilles Van Hamme. Elections et territoires en Tunisie. Enseignements des scrutins post-révolution (2011-2014), , 2016, 9782811116552. hal-02186544

HAL Id: hal-02186544

<https://hal.science/hal-02186544>

Submitted on 17 Jul 2019

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

L'observatoire localisé de Gabès : les ressorts d'une victoire éclatante du parti *Ennahdha*

Irène CARPENTIER

Gabès, gouvernorat du Sud-Est tunisien, a donné au parti islamiste *Ennahdha* l'une de ses plus belles victoires lors des élections d'octobre 2011¹. Alors que dans toute la Tunisie, les voix se sont souvent dispersées entre la multitude des listes présentées, les électeurs gabésiens se sont massivement portés vers le vote *Ennahdha*, qui remporte près de 55 % des suffrages, dépassant de près de 20 points le vote islamiste national.

L'histoire politique locale se caractérise par la faible bipolarisation des débats politiques, dans le cadre d'une opposition contre le régime de Ben Ali unie entre « islamistes » et « modernistes ». La révolution et la campagne électorale ont en partie redéfini cette configuration.

Ville côtière mais éloignée des centres de pouvoirs sahéliens et du nord, Gabès est un pôle industriel régional, zone de transformation du phosphate extrait à Gafsa, qui regroupe les plus grandes oasis littorales du monde. La délégation de Gabès ouest, qui a produit des résultats relativement conformes au vote du gouvernorat, a constitué le terrain d'enquête pour l'observation et l'analyse des logiques de cette première expérience démocratique.

Par ailleurs, la commune de Chenini Nahal, dans la délégation de Gabès ouest est une des seules à avoir organisé après la révolution, à l'initiative de jeunes citoyens et du comité de protection de la Révolution, alors apolitique, des élections municipales. Le conseil municipal est ainsi renouvelé et déjà des sympathisants islamistes sont élus, même si l'ensemble de la liste s'est présentée sans appartenance politique. Cela témoigne d'une effervescence politique locale qui a tenté de s'organiser au service d'une rupture avec l'ancien régime.

Comment donc expliquer les logiques de la réussite du parti *Ennahdha* à Gabès ? Quels sont les ressorts de l'homogénéité remarquable du vote du 23 octobre ?

La mémoire militante islamiste et l'activisme local, dans une région où chaque famille a été directement touchée par la répression des activistes et des sympathisants islamistes, la rupture qu'ils continuent de symboliser par rapport à l'ancien régime sont des hypothèses d'explications de la réussite d'un parti qui a incarné la résistance au régime de Ben Ali.

Par ailleurs, la présence ancienne du parti dans la région, actualisée par la réémergence de figures locales de militants, comme Habib Khedher, rapporteur général de la constitution, et originaire d'El Hamma de Gabès, ou la mise en valeur de l'origine gabésienne du leader Rached Ghannouchi est un autre facteur qui doit permettre de cerner la dimension territoriale, collective du vote du 23 octobre à Gabès.

Enfin, Gabès présente un substrat socio-économique a priori favorable à l'écoute du discours islamiste, caractérisé par une relative homogénéité sociale.

Gabès, un territoire favorable au vote *Ennahdha* ?

Contexte socio-économique : Mutations des activités et homogénéité sociale

La délégation de Gabès ouest recouvre la zone traditionnelle des oasis et entoure la ville de Gabès, sixième ville de Tunisie avec plus de 110.000 habitants. C'est une délégation périphérique et périurbaine, composée de petits exploitants pluriactifs, et de travailleurs industriels, employés au sein

¹ . Le deuxième meilleur score avec 53.1 % des voix, derrière le gouvernorat de Tataouine avec 59.3 % (ISIE).

du Groupe chimique tunisien (GCT). Les petits exploitants y pratiquent une agriculture traditionnelle diversifiée sur des terres d'environ 0,5 ha, fondée sur l'emboîtement des cultures. Palmiers, arboriculture, maraîchage et fourrage se complètent au sein des parcelles de l'oasis. La grande spécificité de l'oasis de Gabès est son caractère littoral. Cette situation est à l'origine d'un milieu singulier où les palmiers ne sont que peu productifs, à l'inverse de l'étage arboricole, avec en particulier le grenadier. Gabès demeure malgré tout une place forte de l'industrie chimique tunisienne.

En effet, historiquement la région de Gabès a été l'objet d'un projet de développement régional émanant du pouvoir central, qui a profondément transformé sa structure sociale, économique et environnementale. L'implantation du Groupe chimique tunisien dans les années 1970, au bord de la mer et au nord de la ville devait permettre de répondre aux exigences du développement national, par une industrialisation massive et spécialisée. Cela entraîna une série de mutations socio-économiques avec en particulier une régression des terres agricoles, un étalement urbain du fait de l'explosion démographique, l'introduction d'une concurrence sectorielle dans l'accès aux ressources, la dégradation du milieu par l'intermédiaire d'une forte pollution chimique et la disparition des sources naturelles d'irrigation des oasis. Ces mutations sont à l'origine de la forte régression de l'activité agricole, qui ne comprend plus que 15,5 % des actifs, au profit de l'industrie essentiellement. L'industrialisation massive contribue aujourd'hui à une relative homogénéité sociale, caractéristique de la ville de Gabès, à la différence de Sfax ou de Tunis. Autrefois dominante et point clé de l'économie régionale, l'agriculture est désormais marginale sur le plan économique et social et représente la cinquième activité du gouvernorat en termes d'emplois, derrière les services, l'administration, le BTP et l'industrie manufacturière. La communauté oasienne s'est transformée très rapidement et a été soumise à de multiples crises à l'orée des années 1990. En 2004, le taux de chômage est de 15,1 %, ce qui est globalement conforme à la moyenne nationale, et on note un écart important entre les femmes (19,7 %) et les hommes (13,7 %) ². Par ailleurs, Gabès est un pôle universitaire régional d'importance, en particulier en informatique, génie mécanique/industriel, et en langues. C'est une ville de migration et les populations de l'intérieur du pays sont nombreuses à venir chercher du travail à Gabès. On note que plus de la moitié des chômeurs (50,32 %) sont diplômés du secondaire ou du supérieur.

Histoire politique : Présence ancienne des islamistes, militantisme syndical et figures RCD

Située dans la grande région sud, traditionnellement conservatrice, la région de Gabès est marquée par la naissance du mouvement de tendance islamiste (MTI) en 1981, qui deviendra *Ennahdha* en 1989. Son fondateur, Rached Ghannouchi, est originaire de la ville d'El Hamma, qui se situe à 20 km dans l'intérieur des terres de Gabès. Le gouvernorat de Gabès s'est donc rapidement constitué en fief islamiste et de nombreux militants du parti y ont été actifs et emprisonnés. Les militants ont aussi intégré les syndicats pour militer aux côtés de la gauche gabésienne.

Cependant, avant d'être le fief de Rached Ghannouchi, Gabès a vu naître Youssef Hamrouni, responsable politique du parti communiste tunisien, qui a été le premier à ouvrir, dès 1981 une section dans la ville de Gabès. La gauche a été historiquement présente dans la région par l'intermédiaire du parti communiste tunisien, puis d'*Ettajdid*, ou du *Wataad*... Mais à Gabès, l'essentiel de la gauche a milité au sein des syndicats, en particulier le syndicat du Groupe chimique tunisien. Ce militantisme syndical a connu son apogée dans les années 1985-1986, avec un arrêt de travail de 5 jours, et une marche de protestations qui a donné lieu à de nombreuses arrestations parmi les militants. Cela a donné un coup d'arrêt au mouvement. Une partie des syndicalistes actifs n'était pas originaire de Gabès et ont laissé le mouvement affaibli après les arrestations de 1986. La crise mondiale du communisme dans les années 1991-1993 a confirmé l'affaiblissement de la gauche dans le gouvernorat de Gabès, pour laisser la place au militantisme islamiste.

Par ailleurs, un certain nombre de cadres du RCD de Ben Ali sont issus de la région de Gabès. La commune de Chenini a ainsi fourni à la Tunisie des ministres d'État et des responsables sous Ben Ali comme Saida Agrebi, Chedly Neffati qui a été ministre de l'Intérieur, de la Justice, et Secrétaire général du RCD, ou le puissant Taoufik Baccar, ministre des finances de Ben Ali et président de la Banque centrale de Tunisie jusqu'à la révolution. Cependant, l'ancrage territorial de ces ministres et de ces responsables RCD ne s'est pas accompagné d'une politique de redistribution régionale, ni d'un soutien populaire et militant, laissant la région de Gabès à l'écart de la bande littorale la plus attractive et

² . INS, Recensement de 2004, RGPH, (www.ins.tn).

dynamique pour les investisseurs. Par ailleurs, notons que les gouverneurs successifs de Gabès sous Ben Ali, n'étaient presque jamais originaires de Gabès.

Gabès est donc un gouvernorat qui s'est structuré politiquement autour de puissants réseaux RCD, d'une gauche syndicale historique et d'une résistance islamiste qui a pénétré toutes les couches sociales.

Histoire des militantismes et révolution, des parcours individuels originaux

Les résultats présentés dans cette section sont issus d'une enquête de terrain réalisée du 18 au 22 novembre 2012 dans le but de cerner le rôle d'une minorité politique active. Il s'agissait de compléter les enquêtes par questionnaire par une recherche qualitative au moyen d'entretiens semi-directifs auprès des acteurs politiques et associatifs locaux, afin de cerner les caractéristiques sociales de la zone étudiée et les réseaux actifs.

Les parcours des militants politiques locaux permettent de souligner l'originalité de la scène politique locale. Quatre représentants politiques et militants significatifs seront ici pris en exemple de cette diversité des parcours politiques militants gabésiens : un représentant du parti *Ennahdha*, un du CPR, un du PDP, un de Tunisie Verte. Le choix s'est porté sur les grands partis présents pour le vote du 23 octobre 2011 dans la circonscription ainsi que sur le parti Tunisie Verte en raison de la spécificité du problème de la pollution dans la circonscription et de son score honorable aux élections (7^e/46 dans la délégation). Un militant associatif a été interrogé pour son rôle d'ancien opposant de gauche, qui œuvre à la création d'une « citoyenneté libre » en Méditerranée au travers de rencontres et de programmes d'échanges culturels de jeunes depuis 30 ans. L'objectif est de cerner la vision et la stratégie des acteurs politiques locaux, et de proposer ainsi une ébauche de la structuration de la vie politique locale. L'échantillon est exclusivement composé d'hommes, entre 30 et 66 ans. Ce sont tous des diplômés du supérieur et deux sont professeurs de littérature arabe. Ils sont considérés comme des intellectuels et des activistes de longue date par la population locale. Tous sont originaires de Gabès (ou Chenini), y vivent, y travaillent et y sont actifs. Les partis politiques possèdent donc de solides réseaux sur le plan local au travers de ces militants.

Il s'agit ici de cerner la trajectoire de militants locaux et actifs. En effet, tous sont membres du bureau politique de leur parti dans sa section régionale et trois d'entre eux sont membres fondateurs de ces bureaux (CPR, PDP, Tunisie Verte).

Une histoire militante partagée : PDP, Ennahdha, la résistance en commun

Le parcours de résistance au régime des représentants politiques du PDP et d'*Ennahdha* à Gabès est un parcours commun de résistance au régime de Ben Ali, par l'intermédiaire d'adhésion ancienne à leurs partis et d'une action politique précoce. Ainsi, le représentant d'*Ennahdha* adhère au tout début du mouvement islamiste en 1975, et celui du PDP en 1985 à l'époque où il s'agit encore du RSP (Rassemblement social progressiste). Il participe d'ailleurs à la transformation du RSP en PDP à Gabès. Ils sont donc au cœur de la structuration politique de leurs partis sur la scène locale. Par ailleurs, ils sont tous deux des militants associatifs et membres de la LTDH (Ligue tunisienne des droits de l'Homme). Le responsable PDP est membre d'un cinéclub, d'une association de théâtre et le responsable *Ennahdha* est membre d'associations de bienfaisance et de charité. Enfin, ce sont des militants syndicaux. En effet, tous deux sont membres d'un syndicat et y exercent ou ont exercé des responsabilités. Ainsi, le représentant d'*Ennahdha* a longtemps été secrétaire général du syndicat des professeurs du secondaire, tout comme le militant du PDP qui a exercé également de hautes responsabilités dans ce même syndicat. Il s'agit bien ici d'un engagement diversifié, aussi bien politique qu'associatif et syndical, qui contribue au rapprochement de militants de bords politiques opposés. « Nous avons toujours milité ensemble » rapporte le responsable PDP, en opposition aux fractures actuelles qui ont abouti à une bipolarisation de la vie politique.

On voit ici le parcours de vies militantes, vouées à la politique et à l'action syndicale ou associative (en particulier PDP et *Ennahdha*). Pour eux, la révolution représente la consécration de leurs engagements passés, souvent clandestins et dangereux. Ils ont ainsi dû faire face à l'oppression au travers d'arrestations multiples. Le membre du PDP déclare avoir été arrêté pour la première fois à 17 ans alors que le militant islamiste a fait 8 ans de prison entre 1991 et 1999, suivis de 3 ans de résidence surveillée. Cela contribue à nuancer l'image d'une révolution spontanée, qui a fait irruption par la force d'une conjoncture favorable. Pour ces militants, la révolution est bien l'aboutissement d'un travail de fond politique.

CPR et Tunisie verte, les nouveaux venus dans l'arène politique, la révolution comme expérience fondatrice

Le candidat de Tunisie Verte aux élections du 23 octobre est un membre de l'UGTT de Gabès et fut longtemps responsable d'une section réservée aux travailleurs du Groupe chimique tunisien. Son action militante est donc essentiellement syndicale et associative, autour des questions de pollution, de détérioration des sites oasiens du Sud, du littoral et du statut du groupe chimique. La révolution est l'occasion pour le parti d'obtenir son visa d'autorisation le 17 janvier 2011 après avoir déposé le dossier en 2004. En 2013, le parti rallie la coalition du Front Populaire, et la quitte le 16 mai 2014. Anciens militants mais nouveau parti, la campagne pour les élections du 23 octobre arrive comme une « opportunité pour faire émerger le débat environnemental dans une région particulièrement touchée par la pollution et les transformations du milieu » selon les mots du candidat de Tunisie Verte.

Celui du CPR est à l'origine de la création d'un nouveau syndicat de professeurs à Gabès après la révolution et contribue à la fondation du bureau politique du CPR à Gabès. Jeune militant, il s'est engagé après la révolution auprès du CPR dans le sillage du leader Moncef Marzouki, fondateur du CPR et originaire du Sud-tunisien, pour accompagner au mieux la rupture avec l'ancien régime que doit être la transition par l'engagement du parti pour une refonte de la justice, de la sécurité et le refus d'une opposition frontale avec les islamistes. Ce dernier choix stratégique a permis au CPR de faire campagne au côté d'*Ennahdha*, et non en rupture avec cet acteur clé, en particulier sur le plan régional.

Dès le 14 janvier, tous ces militants s'investissent donc dans la structuration de la vie politique locale et dans l'organisation interne de leur parti ainsi que dans le renouveau des activités syndicales et associatives, pour faire exister une scène politique à l'image des enjeux locaux, régionaux et nationaux.

Une victoire islamiste éclatante

Un vote homogène : résultats et expérience matérielle de l'élection

À l'échelle du gouvernorat de Gabès, 7 sièges à l'Assemblée constituante étaient à pourvoir. Les résultats officiels ont attribué quatre sièges au parti islamiste *Ennahdha* avec plus de 40 % des voix, un pour le Congrès Pour la République (CPR) représentant 7,4 % des voix, un pour la Liste pour un Front national tunisien avec un peu plus de 4 % des voix et le dernier pour *Al-Aridha* avec 4 % des voix.

Il est intéressant de noter que la Liste pour un Front national tunisien a obtenu, contre toutes attentes, un siège à l'assemblée. Cela semble s'expliquer par la position de cette liste indépendante sur le bulletin de vote du gouvernorat de Gabès à la droite du parti *Ennahdha*. En effet, en raison du grand nombre de listes candidates, la configuration matérielle du bulletin était relativement complexe.

Bulletin de vote et exemple d'avertissement contre les erreurs de vote circulant sur *facebook* avant les élections



Ainsi certains votants qui, semble-t-il, voulaient choisir le parti islamiste se sont trompés et ont donné leurs voix à cette liste qui a ainsi obtenu un siège inespéré. En effet, cette liste indépendante, sans moyens, n'a pas fait de campagne sur le terrain, et l' élu était inconnu pour la majorité des électeurs. Un acteur politique local désigne les votants de cette liste comme les « analphabètes de *Ennahdha* » ! Cela fait partie des difficultés inhérentes à une première expérience de vote.

Le jour du vote témoigne aussi des rapports de forces politiques locaux. Tous les partis possédaient des observateurs sauf Tunisie Verte, en raison d'un manque de militants. C'est l'implantation locale de chaque parti qui a permis cette présence. L'organisation est considérée comme correcte par les acteurs

politiques, mais l'opposition, ainsi que le CPR, critiquent *Ennahdha* pour des dépassements observés le jour du vote. Ils signalent ainsi la présence des militants à l'entrée des bureaux. Globalement, les responsables politiques locaux déclarent ne pas être surpris par les résultats, sauf pour le faible score du PDP et la réussite de la liste *Al-Aridha*. Mais tous savaient que la circonscription était acquise au mouvement islamiste dont l'ampleur du score était attendue.

À l'échelle de la délégation de Gabès ouest, il existe sept secteurs. On compte 23.252 inscrits pour 12.915 votants, ce que donne une participation de 55,5 % des inscrits. Parmi les inscrits, 56,27 % se sont inscrits volontairement lors de la campagne d'inscriptions préliminaire du mois de juillet et 15 % ont voté sans avoir été inscrits préalablement, ce qui est conforme aux moyennes nationales. Sur les 12.915 votants de la délégation, on comptabilise 410 bulletins nuls et 222 bulletins blancs, ce qui correspond respectivement à 3,2 % et 1,7 % des votants. À l'échelle du gouvernorat, cela correspond à plus de 5 % des voix non comptabilisées, et 4,8 % à l'échelle de Gabès ouest. Ces chiffres sont conformes aux moyennes nationales et ne distinguent pas particulièrement le gouvernorat de Gabès. La dimension matérielle du vote est ici en jeu, comme on l'a vu avec l'élection d'une liste inattendue à Gabès.

	Gabès ouest	Gouvernorat de Gabès	Tunisie
Votants	12.915	145.977	4.085.424
<i>Ennahdha</i> (en %)	54,5	53,1	37,1
CPR (en %)	13,1	10	8,5
<i>Ettakatol</i> (en %)	0,8	1,3	6,9
<i>Al-Aridha</i> (en %)	4,9	5,3	6,9
PDP (en %)	2,6	3,1	3,8
<i>Al Mubadara</i> (en %)	0,5	0,8	3,3
PDM (en %)	0,8	0,9	2,6
<i>Afek</i> (en %)	0,7	1	1,8
POCT (en %)	0,5	0,6	1,4
FN (en %)	5,4	5,4	0,4
Proportion de votes non représentés (en %)	14,1	13,6	27,3
Participation (en %)	55,5	52,4	51,1

Source : ISIE.

Pour les secteurs de Chenini est, nord, ouest, Remathi, Nahal, Jaoula, objets de notre enquête, cinq centres de votes ont été mobilisés. Ce sont les écoles qui ont ici servi de bureaux de vote : l'école primaire Khawarizmi de Chenini nord, l'école primaire de Nahal, l'école primaire Bdoura de Chenini est, l'école primaire de Chenini ouest, et l'école primaire Ali Belgacem de Chenini est. Certains électeurs se sont plaints de ces choix en raison de l'exiguïté des lieux par rapport à l'affluence des votants. Dans ces secteurs, l'ISIE a recensé 4.567 inscrits pour 3.916 votants, soit 85,7 % de votants parmi les inscrits³. L'abstention était un peu moins forte que la moyenne nationale avec une participation d'environ 53 %.

Dans ces centres de votes, quarante six listes étaient présentes le 23 octobre 2011. Voici les résultats des huit listes arrivées en tête lors du scrutin.

³ . Chiffres de l'ISIE, cf. www.isie.tn

Résultats dans l'imada de Chenini Gabès

Ordre des listes	Noms des partis	Résultats du vote (en %)
1	<i>Ennahdha</i>	51.1
2	CPR (Congrès pour la République)	14.7
3	Liste pour un Front national tunisien	4.9
4	<i>Al-Aridha</i>	4.3
5	PDP (Parti Démocrate Progressiste)	3.1
6	Liste de l'Union Patriotique	3
7	Tunisie Verte	1.5
8	RCD	1.2

Source : ISIE.

Ces résultats soulignent l'avance manifeste du parti islamiste *Ennahdha* qui dépasse ici sa moyenne nationale de plus de 10 %. En effet, il obtient la majorité absolue à Gabès ouest (51 %) et contribue au déséquilibre politique de la circonscription. Seul le parti du futur président Moncef Marzouki, le CPR, dépasse les 10 %. Une simple lecture des résultats permet de mettre en valeur la quasi-hégémonie du vote *Ennahdha* sur le territoire de vote de Gabès et l'extrême dispersion des voix entre les petits partis et les listes indépendantes. En effet, de grands partis, qui ont parfois bien réussi à l'échelle nationale, ont fait des scores dérisoires dans cette circonscription de Gabès ouest. Ainsi, le parti du futur président de l'assemblée Mustapha Ben Jaafar, *Ettakatol*, ne récolte ici que 0,93 % des votes tout comme l'alliance des partis modernistes de gauche le « Pôle démocrate moderniste ». Le parti ouvrier communiste tunisien (POCT) ne recueille quant à lui que 0,77 % des voix. Le parti libéral *Afek Tounes* récolte de son côté 0,81 %. Seulement 8 listes sur 46 parviennent à dépasser les 1 % ! Parmi celles-ci, on notera les bons scores de certaines listes : la liste indépendante du Front national tunisien dépasse la barre des 5 %, alors que les listes de l'Union Patriotique, et de la Tunisie Verte obtiennent respectivement 3 %, 1,5 % à Chenini alors qu'ils ne sont pas représentés à l'Assemblée nationale.

La scène politique locale est resserrée autour de trois ou quatre partis et cela constitue une des particularités du gouvernorat. Le territoire de Gabès ouest a donc produit un vote relativement homogène qu'il s'agira d'élucider.

Une campagne électorale maîtrisée par Ennahdha, face à l'inadéquation et aux faiblesses des autres partis

La campagne électorale d'octobre 2011 a révélé à Gabès un déséquilibre structurant entre les partis. En effet, deux partis sont anciennement implantés et ont travaillé ensemble dans la clandestinité sous le régime de Ben Ali : le mouvement islamiste *Ennahdha* qui est présent dès l'origine dans les années 1970, et le PDP sous la forme RSP dans les années 1985. Par ailleurs, comme on l'a vu, de nombreux partis se sont créés à la révolution ou ont obtenu des visas après des années de clandestinité, contribuant à la diversification de la scène politique locale et nationale. Le parti Tunisie Verte est de ces créations relativement récentes, qui n'ont eu leurs visas qu'après la révolution, tout comme le CPR, qui n'était pas implanté à Gabès sous Ben Ali. La constitution des listes a fait l'objet de tractations au sein des partis. Partout il y a eu le souci de placer une personne de chaque localité, de chaque secteur avec des têtes de liste stratégiques. Ainsi, la tête de liste du PDP était originaire de Gabès-ville, car cela représente la plus grosse base électorale. Celle d'*Ennahdha* était bien sûre originaire de El Hamma, fief de Rached Ghannouchi. La principale difficulté semble avoir été la constitution de listes paritaires, en particulier pour les nouveaux partis sur le terrain, Tunisie Verte et CPR qui ne bénéficient pas de moyens humains très importants, ni d'un réseau de militants constitué.

Si tous les candidats considèrent que la campagne s'est déroulée dans un climat plutôt positif, tous notent le déséquilibre insurmontable entre les partis, et « l'avance culturelle de *Ennahdha* »⁴, ancrée dans les mentalités locales par un travail de terrain déjà ancien et organisé.

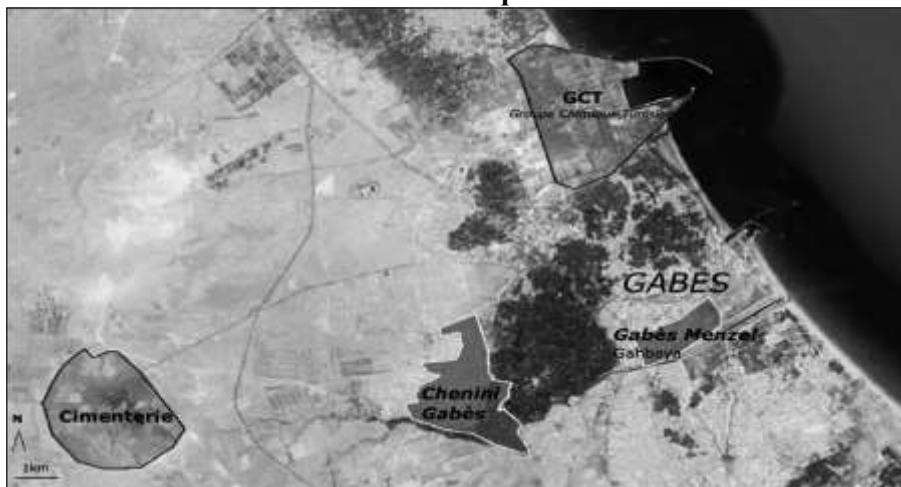
Le déséquilibre des moyens est à l'image du déséquilibre politique. Internet et les médias sont sollicités pour diffuser le message politique des partis. Pour le CPR et Tunisie Verte, les médias n'ont pas été suffisamment sollicités pendant la campagne, laissant le champ libre aux adversaires politiques et aux plus grands partis le loisir d'occuper la scène médiatique. Pour tous les partis, le porte-à-porte reste le moyen privilégié, ce qui témoigne d'un souci d'être présent sur le terrain dans toute la délégation. En effet, le responsable *Ennahdha* souligne le besoin d'« être présent sur l'ensemble de la circonscription, en venant à la rencontre des électeurs ». Le candidat Tunisie Verte attribue la réussite de son parti, peu connu avant les élections, à un porte-à-porte efficace, qui touche les gens directement sur des thématiques locales sensibles : santé publique, pollution... Le manque de moyens humains et financiers est une des contraintes majeures évoquées par les partis dans le bon déroulement de la campagne. Aussi, le manque de temps, de militants, l'absence de formation, la mauvaise organisation et le manque permanent de fonds furent un frein pour des partis sans expérience. « Nous avons manqué de temps. À la révolution, rien n'existait à Gabès. Il a fallu tout monter. Le bureau politique, faire venir des militants, organiser les élections. Nous n'avions pas les moyens pour faire campagne si vite », explique le responsable CPR. Seul *Ennahdha* semble échapper à ces manques et le candidat souligne à l'occasion l'importance de l'engagement financier des adhérents au moyen de dons au parti. Selon les mots de ce candidat, il s'agit d'une sorte de « devoir divin ». *Ennahdha* a également fourni des formations politiques à ses militants avec la venue sur le terrain gabésien de professeurs du secondaire et du supérieur. Le parti islamiste, bénéficiant d'une popularité initiale dans le gouvernorat, n'a cependant pas négligé la campagne et a investi à Gabès pour la formation des militants. Ceux-ci étaient donc très bien formés et très organisés, ce qui était un avantage majeur par rapport aux autres partis. Le parti *Ennahdha* à Gabès considère aussi avoir su adapter son discours à la population, contrairement aux autres partis.

La dichotomie entre les partis est donc déjà bien présente dès avant les élections. Le déroulement de la campagne électorale n'a fait que renforcer cette domination d'un parti islamiste organisé, et s'appuyant fortement sur un important réseau militant ancré localement, qui a pu agir comme en « terrain conquis ».

Rapport au politique : les conditions de l'enquête et logiques de détermination des choix

Cerner les motivations de vote des électeurs à l'échelle fine et tenter de déceler d'éventuelles logiques collectives de vote ou des stratégies singulières au territoire observé, tels étaient les objectifs de l'enquête qui s'est déroulée au début du mois de juillet 2012 dans le périmètre communal de Chenini Gabès et le quartier populaire de Gabès Gahbaya au sud du centre ville, proche du quartier historique de Menzel.

Cartes de localisation des terrains d'enquêtes de Chenini et Gabès Gahbaya



Source : Google earth, 2015, Irène Capentier.

⁴ . Formule empruntée au représentant du PDP interrogé.

Trois centres de votes sont concernés : l'école expérimentale de Chenini, l'école Ali Belgacem de Chenini, et l'école Mohamed Ali de Gabès. Vingt questionnaires y ont été passés, ce qui a permis de composer un échantillon de 12 hommes et 8 femmes. L'enquête, qui a eu lieu plus de 9 mois après les élections, s'est déroulée dans des conditions particulières. Les enquêtés ont été sélectionnés par zone de vote, en passant par des personnes ressources issues des associations de développement culturel et environnemental locales. Les enquêtes ont été passées directement dans la rue, ou dans les cafés, et pour certains, une traduction était nécessaire. Une seule personne a réalisé toutes les enquêtes.

Profil des enquêtés

L'échantillon se caractérise par sa jeunesse, puisqu'une personne interrogée sur deux a moins de 30 ans, et une sur trois entre 45 et 65 ans. Par ailleurs, avec deux tiers de diplômés du secondaire, et un tiers du supérieur, l'échantillon présente un niveau d'éducation élevé. Il faut donc noter cette surreprésentation des jeunes et des diplômés par rapport à la moyenne régionale et nationale dans l'interprétation des résultats. Il s'agira de déceler si cela peut constituer un biais dans l'orientation des votes. Enfin, l'échantillon est composé essentiellement de travailleurs de l'administration, d'enseignants, d'étudiants et de divers petits métiers... En cela, il est assez représentatif des conditions socio-économiques du gouvernorat, assez homogène socialement.

L'échantillon s'est exprimé lors du vote à plus de 90 %. En ce qui concerne les non votants, ce sont des électeurs pour lesquels le lieu d'inscription en juillet et la ville de vote en octobre étaient divergents. Cela témoigne de problèmes d'organisation inhérents à toute expérience électorale et en particulier à une première expérience de vote plutôt que du phénomène de l'abstention en tant que tel. 18 des personnes interrogées sur 20 se sont inscrites, et les deux non inscrits ont voté, profitant d'une mesure de l'ISIE autorisant finalement les non inscrits à voter sur présentation de la CNI, dans la mesure où la phase d'inscription a connu des imprévus. Là encore, on constate une relative sous représentation du taux d'abstention dans la constitution de l'échantillon, biais commun à toutes enquêtes de géographie électorale. L'abstention dans la circonscription s'est élevée à 47,6 %, ce qui est relativement faible par rapport à la moyenne nationale (50,8 %). Malgré tout, le vote de l'échantillon permet de retrouver l'équilibre politique global de la circonscription, avec une large avance pour *Ennahdha*, suivi du CPR (voir tableau).

Le vote *Ennahdha* domine cependant moins nettement qu'au niveau national et surtout moins nettement qu'au niveau de la délégation de Gabès ouest. Il est donc sous-représenté dans cet échantillon. Le CPR et le PDP se trouvent au dessus de leurs moyennes nationales mais le score du CPR est conforme à sa moyenne locale. Le PDP émerge ici en deuxième position *ex-aequo* en raison de la présence d'un noyau de militants actifs dans la zone de Chenini. La Liste indépendante Gabès Golfe propre apparaît également, du fait de la présence dans le quartier enquêté de Gahbaya d'un des membres de la liste.

Ordre des listes	Noms des partis	Résultat du vote en %
1	<i>Ennahdha</i>	35
2	CPR	15
3	PDP	15
4	Liste Gabès Golfe propre	15
5	Alliance Républicaine	5
6	<i>Ettakatol</i>	5

Il faut par ailleurs noter la relativité de l'interprétation des résultats du fait de la faiblesse de l'échantillon enquêté. Cela est dû à un manque de temps et surtout à un manque de moyens humains pour effectuer le nombre d'enquêtes requis. L'échantillon est ici utilisé à titre indicatif et remis en perspective dans une analyse plus large et qualitative.

Logiques de détermination des choix électoraux de l'échantillon

Les motivations du vote sont diverses et permettent de mettre en valeur les attentes de la population et son rapport à la vie politique locale et aux partis. Le questionnaire d'enquête suggérait une série de propositions : programme politique, principe et vision de la société, valeurs morales, ... qui détermine une première orientation des réponses. Ainsi, pour près de la moitié des enquêtés, le programme politique et social concret des partis est l'élément déterminant du choix. Les principes et la vision de la société proposés arrivent en second. Il y a donc une attente envers les partis politiques pour la mise en place de propositions et cela semble dénoter d'une culture politique importante de l'échantillon interrogé et peut être mis en lien avec le niveau d'éducation élevé de l'échantillon. Par ailleurs, on note une spécificité du vote *Ennahdha* avec la mention de l'importance des valeurs morales du parti : l'honnêteté et le passé militant sont souvent mis en avant. Plus qu'un parti politique, c'est un mouvement perçu comme garant d'une certaine morale. Une personne de l'échantillon a également déclaré avoir voté pour ce parti car « c'est le plus connu ». Le parti islamiste est à Gabès le parti le plus populaire et le mieux implanté. Il bénéficie de réseaux de militants, de locaux et de moyens financiers et humains qui lui garantissent une visibilité incomparable aux autres partis. Dans l'analyse des résultats de cet échantillon, on note différents facteurs de différenciation du vote. Cependant, l'essentiel de l'échantillon étant diplômé et de classe moyenne, on ne peut véritablement déterminer de différenciation sociale du vote. En revanche, les résultats de l'enquête permettent de mettre en lumière une différenciation par l'âge. En effet, les jeunes (- de 30 ans) votent *Ennahdha* à 60 %, alors que le vote des plus de 50 ans portent plus sur le PDP, le CPR ou des listes indépendantes. La circonscription de Gabès ouest représentée dans cet échantillon se caractérise par la jeunesse des militants islamistes, qui reprennent le combat des anciens. C'est aussi une question de génération et d'environnement social et familial. En effet, c'est une génération qui a grandi dans un contexte de répression toujours plus systématique des militants islamistes et pour qui la résistance au régime de Ben Ali est essentiellement une résistance islamiste. Par ailleurs, notons, que dans cet échantillon, n'apparaît pas de différenciation du vote par le sexe puisque les femmes ont réparti leurs voix entre *Ennahdha*, le PDP, et la Liste indépendante,... Les femmes de militants longuement emprisonnés sous Ben Ali ont même souvent permis de perpétuer et transmettre l'engagement politique familial.

Les facteurs d'influence du choix permettent de mettre en lumière différents systèmes d'encadrement social des populations qui peuvent peser, selon les cas, sur l'orientation du vote. Tout d'abord, la famille ressort, tous partis confondus, comme le facteur d'influence majeur (12 sur 20). Le choix et les discussions politiques se font dans le cercle familial, et très souvent, les familles votent de façon homogène. Si la famille nucléaire vote de façon homogène, il n'en est pas de même pour la famille élargie aux cousins et parents proches. Souvent, dans une même famille, on trouve des militants islamistes et des militants PDP ou PCOT. Le suivi de la télévision et les discussions avec les amis sont également cités comme des facteurs importants. Cela permet d'élargir le cercle des discussions et d'être en contact avec la vie politique nationale. Cependant, la télévision n'influence pas nécessairement le vote de façon déterminante. Par ailleurs, chez les votants *Ennahdha*, le contact avec les militants du parti semble un élément déterminant qui engage le choix. En effet, parmi les votants *Ennahdha* de l'échantillon, deux sont militants encartés et les autres ont déclaré discuter régulièrement avec des membres du parti. On retrouve ici l'importance de l'engagement militant islamiste et son efficacité dans l'encadrement politique local. Les discussions politiques à la mosquée semblent également être un facteur d'influence du vote qui ne profite qu'au vote *Ennahdha*.

Les facteurs d'influence du choix du vote vu par les responsables de partis permettent de saisir une diversité dans l'analyse de la scène politique. Pour Tunisie Verte, ce sont les promesses qui ont fait la différence. Pour le militant associatif, cela s'est joué sur l'affectif des électeurs, en raison d'un manque de conscience politique. « Ce sont les plus populistes qui ont gagné », a-t-il affirmé. Pour le PDP, ce sont les médias qui ont « figé l'image des partis » et ainsi « sapé et remis en cause le travail de terrain ». Pour le CPR, c'est avant tout l'opposition totale à Ben Ali, et « l'honnêteté » qui a primé, à la différence des électeurs qui déclaraient être avant tout influencés par le programme, la vision de la société proposée, et la famille...

Peut-on par ailleurs faire un lien entre engagement militant ou associatif et orientation du vote ? À Chenini Gabès, il semble que les votants *Ennahdha* soient bien implantés dans l'action associative et politique, puisque la majorité d'entre eux font partie d'une association, et plus d'un sur trois sont militants au parti. Leur engagement semble surtout post-révolutionnaire, et témoigne d'un réel activisme politique local. Le phénomène des associations religieuses de bienfaisance, qui se multiplient dans la

délégation depuis la révolution, est à ce titre significatif d'une action associative fortement imbriquée dans l'action politique. Des associations d'irrigants sont aussi investies par ces nouveaux militants en quête de réseaux. C'est le contrôle local du territoire qui est en jeu. Les votants PDP sont également engagés pour les deux tiers dans l'associatif, mais il s'agit alors plutôt d'associations pour le développement et la sauvegarde de l'environnement. Pour les autres, l'engagement associatif est moins marqué politiquement.

Au moment de l'enquête, au mois de juillet 2012, les perspectives de votes témoignent d'un tableau politique relativement stable, en particulier pour le vote en faveur du parti islamiste. En effet, sur les 55 % souhaitant voter pour le même parti, il s'agit essentiellement des votants d'*Ennahdha*. Les raisons que nous avons recueillies sont : la pérennité des principes du parti qui en fait « le parti le plus honnête de la scène politique », mais également « la réussite du gouvernement » de la troïka dirigée par Hamadi Jebali du 24 décembre 2011 au 13 mars 2013. Ces réponses semblent être celles du « noyau dur » des militants *Ennahdha* qui représentent une base fidèle au parti, quelle que soit la conjoncture. Par ailleurs, une des personnes interrogées sur trois changeront leurs votes, dont deux votants PDP. Les raisons invoquées sont la défaite du parti aux élections, et la « perte de confiance du peuple » qui en résulte. Un électeur du CPR changera également son vote aux prochaines élections en raison d'un « non respect du programme annoncé et des principes du parti ». L'alliance avec le parti *Ennahdha* dans la troïka est ici visée.

L'évolution de la scène politique locale est cependant très intimement liée à l'évolution de la conjoncture nationale et il est donc très difficile de rendre compte d'une structure électorale qui n'est pas stabilisée et qui n'a qu'une seule expérience de vote libre comme référence. Ainsi, les événements de l'année 2013 qui ont suivi les assassinats de Choukri Belaïd puis de Mohamed Brahmî ont ébranlé le corps électoral national et local. Le remaniement ministériel puis le retrait de la troïka au profit d'un gouvernement technocrate, mais aussi le renforcement de la bipolarisation, entre le parti islamiste *Ennahdha* et le parti destourien *Nidaa Tounes*, sont autant d'événements qui sont susceptibles de faire évoluer les choix et les électeurs.

Cette phase de recherche a cependant permis de montrer les différentes motivations du vote et les facteurs de constitution du choix politique. Hormis, *Ennahdha*, la faible présence politique des partis sur le terrain n'indique pas de changement dans l'immédiat.

Une expérience électorale qui ouvre le débat : bilan et perspectives

Enjeux socio-politiques : coexistence des enjeux locaux et nationaux.

Spécificités du territoire gabésien

Les thèmes de campagne des différents partis ont paradoxalement permis de montrer une relative convergence des programmes et des stratégies de campagne. En effet, tous les partis ont tenté de répondre à la coexistence d'enjeux locaux spécifiques et des enjeux nationaux de transition démocratique.

L'enjeu national que représente la résolution du problème du chômage, et la réalisation d'une rupture effective avec l'ancien régime est logiquement identifié par tous comme la priorité. Par ailleurs, le CPR et le PDP insistent sur l'objectif et l'enjeu majeur que représente la construction d'une constitution démocratique pour la Tunisie, objet de ces élections du 23 octobre 2011, s'inscrivant ainsi dans l'agenda politique national de la transition.

Par ailleurs, ces grands thèmes nationaux s'articulent sur le terrain politique local avec des enjeux plus spécifiques. Ainsi, la question de la décentralisation fut un thème porteur pour l'ensemble des acteurs politiques locaux (*Ennahdha*, CPR, Tunisie Verte), dans une région qui se perçoit comme « otage de la politique de Tunis et du pouvoir central » selon les mots d'un des électeurs interrogés. Le Groupe chimique tunisien (GCT), poids lourd de l'industrie chimique tunisienne, son implantation à Gabès, la polémique sur l'absence de redistribution de ses richesses, et ses conséquences sur l'environnement local résume parfaitement le rapport au pouvoir central de la scène politique locale et la cohabitation d'un enjeu spécifiquement local avec des préoccupations nationales sur l'orientation et la diffusion dans les territoires des politiques de développement. La question de la pollution, issue du GCT, fait figure d'enjeu territorial spécifique qui dépasse les enjeux partisans. Cette question se retrouve logiquement parmi les priorités du parti Tunisie Verte, mais aussi du PDP. En effet, si tous considèrent que le problème spécifique du gouvernorat est la pollution, et rapportent la complexité des enjeux qui en découlent, tels que les problèmes de santé et d'emploi, seuls quelques partis proposent une remise en

question politique des choix de développement régionaux. Le représentant du PDP souligne la non durabilité globale des modes de développement dans le gouvernorat. Il propose de repenser totalement, en amont, les modes de production et d'évaluation des impacts du groupe chimique avant même de proposer une solution. « C'est par la transparence et la rigueur des diagnostics que l'on pourra émettre des propositions fiables ». Le représentant islamiste esquisse une des propositions du gouvernement : celle de déplacer les déchets marins de phosphogypse à proximité d'Oudhref, ce qui a entraîné la résistance des habitants face à cette proposition.

On voit bien ici comment la coexistence des enjeux politiques locaux et nationaux permettent de structurer la vie politique locale.

Bilan critique : des moyens disproportionnés et le rôle de la conjoncture

L'évaluation de la campagne est pour chaque acteur politique l'occasion de dévoiler les critiques envers les adversaires et son propre parti. Pour *Ennahdha*, le principal problème fut la « jalousie », et la « diffamation » dont elle a fait l'objet de la part des autres partis, selon les mots d'un des membres de la liste à Gabès. Cependant, le parti reconnaît l'existence d'un certain « décalage avec la société », en raison des longues peines de prison de leurs dirigeants qui les ont tenus éloignés des évolutions de la société. Selon le responsable régional PDP, c'est « le manque de discipline des militants », et les « tensions internes au parti » qui ont rendu difficile la campagne. De plus, « les erreurs stratégiques de la direction du parti ont dilapidé la confiance des électeurs ». Les erreurs identifiées par les responsables à Gabès sont : la participation au gouvernement Ghannouchi en 2011, la campagne d'affichage des dirigeants du parti en juillet 2011, et les spots publicitaires diffusés à la télé, qui ont brisé l'image d'un parti résistant à Ben Ali, et bien implanté dans le pays. « La campagne que nous avons menée n'était pas adaptée au terrain dans la mesure où la population n'avait aucune expérience politique démocratique », selon le représentant que nous avons rencontré. Pour les responsables régionaux de Tunisie Verte, le problème vient plutôt de l'achat supposé d'électeurs par certains partis ainsi que de « l'utilisation de la religion à des fins politiques par *Ennahdha* ». Les erreurs stratégiques sont rapidement identifiées par les candidats et les responsables politiques, mais il reste difficile d'évaluer la portée sur l'orientation du vote auprès des votants. Un seul parti a véritablement réussi à Gabès, *Ennahdha* (et dans une moindre mesure le CPR) et peut donc construire l'avenir sereinement.

Le bilan, en 2012, de cette première expérience politique par les responsables locaux est évidemment mitigé et divers selon les différents partis : c'est l'ouverture d'une « nouvelle ère qui doit être celle de la construction démocratique » selon le responsable *Ennahdha* ; c'est « l'heure de la remise en question pour le PDP sur la place du parti dans le paysage politique local et national, la ligne idéologique et sa place dans la coalition *Al Joumhouri* », d'après les propos du responsable régional du parti. D'après les responsables CPR et Tunisie Verte, les élections restent une expérience positive pour leur parti, qui ont pu « découvrir une réalité du pays qu'ils ignoraient » en tant que récemment implantés dans la localité.

En novembre 2012, les premiers bilans de l'action de l'Assemblée nationale constituante sont positifs en particulier pour les partis au pouvoir (*Ennahdha*, CPR). Mais « trop de temps a été perdu dans des sujets polémiques inutiles » (Tunisie Verte). Cependant, le PDP rappelle « l'importance et l'avancée démocratique que représente cette instance de libre débat pour la Tunisie ». L'action du gouvernement est considérée par tous comme « mitigée ».

Le gouvernement « fait face à beaucoup de difficultés, et hérite d'une situation catastrophique » (*Ennahdha*, CPR) mais il n'est pas à la hauteur sur un certain nombre de dossiers cruciaux, comme la réforme de la police et de la justice (Tunisie Verte, CPR). C'est donc la déception qui domine. Cependant, tous sont globalement optimistes sur la situation générale à venir, car « c'est le devoir des politiques » (PDP) mais aussi car la « transition tunisienne n'a pas le droit d'échouer ». Seul le représentant de Tunisie Verte a fait part de ses inquiétudes quant à une dégradation notable de la situation, en particulier sur le plan économique.

Les partis qui ont réussi insistent sur l'importance d'une bonne stratégie politique et d'une présence sur le terrain. Ainsi, pour Tunisie Verte, c'est le « contact direct avec les gens » sur une question cruciale, la pollution, qui les touche directement, et qui a permis la réussite de ce parti « nouveau né ». Pour le responsable CPR, c'est la sincérité, ainsi que le refus du clivage avec les islamistes dans un gouvernorat acquis à ces derniers qui a joué. Par ailleurs la bonne image des leaders et en particulier du président Moncef Marzouki, originaire du Sud, était un atout. Pour *Ennahdha*, l'honnêteté et leur passé militant sont les sources de leur réussite. On note ici une parfaite convergence entre les attentes des électeurs et

le parti puisque les résultats de l'enquête électeurs du mois de juillet révélaient déjà l'importance de ce passé et de l'image de parti résistant dans la réussite et dans le vote *Ennahdha*.

Perspectives, Ennahdha, une hégémonie durable ?

En 2012, les perspectives politiques ne permettaient pas aux responsables politiques d'envisager un vote dans l'année mais tous pensaient qu'il aurait lieu au cours de l'année 2013. À ce moment là, on note déjà des inquiétudes sur la transparence des futures élections (« car *Ennahdha* veut rester »⁵, craintes de violences...). Pour les responsables politiques, peu de vrais changements des rapports de force sont en vue : *Ennahdha* est toujours largement dominant, même si tous prédisent un affaiblissement, un tassement. *Nidaa Tounes* semble un mouvement peu implanté à Gabès, et localement directement associé au RCD. *Jabha Chaabya*, le Front Populaire, dont fait désormais partie Tunisie Verte, semble finalement le mouvement le plus à même de réaliser une percée sur le terrain gabèsien.

Ces remarques sont à remettre en perspective dans le cadre d'un contexte politique transformé, avec de nouvelles coalitions de partis, l'émergence de *Nidaa Tounes*, le retrait de la troïka du pouvoir, la nomination d'un gouvernement « technocrate » et la perspective des recompositions partisans en vue des élections de 2014... Les assassinats politiques, les problèmes de sécurité intérieure et la persistance de la crise économique ont transformé l'opinion publique et la scène politique nationale reste relativement ouverte. Le vote de la constitution et le gouvernement technocrate ont redéfini la scène politique et rendu l'électorat volatile. Sur le terrain, de nouvelles alliances sont possibles.

Les derniers séjours sur le terrain ont permis de mesurer à quel point les intentions de votes sont globalement assez peu structurées idéologiquement. Dans un contexte de crise généralisée, les électeurs semblent prêts à se tourner vers ceux qui pourront les protéger, leur apporter un soutien décisif dans leurs activités quotidiennes. Le phénomène du « vote pour le vainqueur » (Downs, 1957)⁶, qui consiste à minimiser les risques et garantir une protection peut aboutir à un retournement de la majorité locale. Par ailleurs, l'IRIE de Gabès a été entièrement renouvelée, en particulier par des responsables du parti *Ennahdha*, ce qui a donné lieu à des contestations localement. Même si le vote islamiste semble conserver à Gabès une longueur d'avance sur tous les autres, rien ne garantit la mobilisation des électeurs le jour du vote.

Conclusion

Les forces politiques restent disproportionnées à Gabès où *Ennahdha* évolue en terrain conquis. L'effet de « fief » du leader Rached Ghannouchi joue à plein et les prisonniers politiques sont présents pour rappeler et réactiver le passé militant du parti. La scène politique est donc relativement figée, malgré l'activisme d'une minorité qui tente d'exister face à la machine politique et électorale que représente le parti *Ennahdha* à Gabès. Paradoxalement, on note une forte convergence PDP/*Ennahdha* dans l'histoire militante locale mais les erreurs stratégiques de la direction du PDP ont dilapidé le capital local épargné par les militants. C'est l'originalité de ce terrain, où la bipolarité et « l'animosité » modernistes/islamistes semble moins forte que dans le reste de la Tunisie. A priori c'est le CPR qui en a profité. Tunisie Verte reste le symbole original de la spécificité de la question de la pollution à Gabès, et du problème récurrent et crucial du statut du Groupe chimique tunisien. Par ailleurs, les vagues de militants post-14 janvier, qui étaient venues grossir les rangs des partis politiques semblent en voie d'épuisement. Cela semble être la marque d'un retour du désintérêt global des jeunes pour les partis et la chose politique, ce qui peut faire craindre une abstention en forte hausse aux prochaines élections. Enfin, il faut noter que les événements récents et la conjoncture politique et économique sont susceptibles de faire évoluer fortement ces perspectives, et modifier les rapports de force locaux. Le vote *Ennahdha*, « vote culturel »⁷ à Gabès, est susceptible d'être transformé, lui aussi, par l'épreuve du pouvoir.

⁵ . Paroles rapportées du représentant de Tunisie Verte.

⁶ . Anthony Downs (1957), *An Economic Theory of Democracy*.

⁷ . Reprise de la formule citée précédemment par le représentant PDP.